

Transfeo aide les commerçants pour l'e-paiement

ENTREPRENEURIAT Solutions moins chères



Yves Lalieu : « Un critère de choix important est l'évolutivité de la solution de paiement, alors que vont débarquer des cartes sans contact. » © D.R.

Alors qu'au Mobile World Congress de Barcelone, Samsung rivalise avec Apple pour tenter d'imposer au monde son standard de paiement mobile, sous le regard de dizaines de start-up qui convoitent ce marché, la réalité du paiement électronique « fixe » (Bancontact ou carte de crédit) en Belgique apparaît comme beaucoup moins compétitive. Et les « victimes » en sont les commerçants, qui paient pour chaque transaction. « Le paiement électronique en Belgique n'est pas plus cher qu'en France, mais bien plus cher qu'aux Pays-Bas », observe Yves Lalieu, qui, après 20 ans chez MasterCard, vient de lancer à Bruxelles Transfeo, une société de conseil indépendante qui aide les commerçants à optimiser leurs solutions de paiement.

A l'heure actuelle, seule la banque bpost propose une carte de paiement sans contact

« Worldline (ex-Banskys) n'a plus le monopole depuis 2008, mais dans les faits, peu de choses ont changé. Une dizaine de concurrents existent, mais ils sont très discrets », poursuit Yves Lalieu. Worldline elle-même reconnaît être largement leader, mais réfute l'idée d'un monopole de fait. « Autant pour les terminaux que pour la connectique, nous ne sommes plus seuls et avons d'ailleurs adapté notre offre en conséquence. » Motus toutefois sur ses parts de marché. Pour ce qui est de la connectique, elles seraient proches des 90 %, d'après une source externe.

Transfeo passe l'ensemble des fournisseurs au crible et aide le commerçant à faire le bon choix, en fonction du nombre de terminaux, du volume et du montant moyen des transac-

tions, notamment. « Le plus gros potentiel d'économies, jusqu'à 20 % annuellement, se situe chez les commerçants qui ont entre 5 et 100 terminaux. Chez les plus petits commerçants, l'économie peut atteindre 200 euros par an. » Le consultant se rémunère soit en prélevant une partie des économies réalisées, soit via une analyse forfaitaire, mais jamais sur le dos des fournisseurs, pour des raisons évidentes d'indépendance.

Outre le coût, un facteur de choix essentiel, selon Transfeo, est l'évolutivité de la solution choisie, à la veille de l'arrivée de cartes de paiement sans contact. Il ne faudra plus encoder de code secret, dans un premier temps pour des montants inférieurs à 25 euros, ni même sortir sa carte du portefeuille, mais simplement la passer à quelques millimètres du terminal. « Tap and go » dans le jargon. « Tous les fournisseurs de terminaux en Belgique proposent déjà du "sans contact". En 2017, les terminaux "cubes" actuels ne seront plus supportés et on peut supposer que ce sera une opportunité de migrer vers le sans contact, avec des prix qui pourraient être inférieurs. »

A l'heure actuelle, seule la banque bpost propose une carte de paiement sans contact (Maestro), utilisable dans quelques Delhaize. Mais nous savons à bonne source que KBC pourrait prochainement effectuer un lancement "sans contact" à plus grande échelle. BeoBank et BNP Paribas Fortis devraient lui emboîter le pas.

Et le paiement par smartphone, sans carte du tout ? Yves Lalieu est dubitatif pour les paiements chez les commerçants, estimant que la carte sans contact a plus de chances d'entrer dans les mœurs.

OLIVIER FABES

Areva, l'histoire d'un échec nucléaire

FRANCE Une perte de près de 5 milliards d'euros

- Les pertes atteignent plus de la moitié du chiffre d'affaires !
- Areva paie des années de stratégies erratiques.
- Un plan drastique de redressement devra être mis en place.

PARIS DE NOTRE ENVOYÉE PERMANENTE

C'est l'histoire d'une désintégration. Atomique. Ou comment, en moins de quinze ans, le fleuron du nucléaire français s'est spectaculairement ramassé. Depuis quelque temps, la catastrophe était prévisible. Mais qui aurait pu imaginer le montant des pertes annoncées ce mercredi par le nouveau tandem dirigeant d'Areva, Philippe Varin et Philippe Knoche ? Lardoise n'atteint pas moins de 4,8 milliards d'euros pour 2014 ! C'est plus de la moitié du chiffre d'affaires du groupe (8 milliards d'euros), d'ailleurs lui-même en perte de vitesse de 8 %...

Ces résultats catastrophiques

font apparaître une réalité qu'Areva, mais aussi l'État français, actionnaire à 87 %, ont longtemps refusé de voir. Une succession d'erreurs stratégiques a aggravé le sort d'une filière nucléaire déjà mise à mal après la catastrophe de Fukushima, au Japon, en 2011.

Le principal fiasco ? L'histoire du tristement fameux réacteur EPR de troisième génération qui devait être le fleuron d'Areva. Seule une poignée de ces réacteurs a été commandée. Et c'est la catastrophe en Finlande. Voilà plus de dix ans que la commande a été passée. Mais les travaux ont pris un retard considérable (le

un prix très largement surestimé : 1,8 milliard d'euros, soit quatre fois sa valeur. Pire : des gisements se sont avérés inexploitable.

N'en jetez plus ? Il y en a pour tant encore. À Cadarache, par exemple, dans les Bouches-du-Rhône. Un réacteur de recherches aurait dû démarrer en 2014. Las ! Il ne sera pas opérationnel avant 2020. Et la facture, là aussi, n'a fait que grimper... Et ne parlons pas des investissements tentés dans l'énergie renouvelable. Ils se sont avérés, là aussi, catastrophiques.

Anne Lauvergeon, longtemps emblématique patronne d'Areva,

trophiques. Le changement de casting à la tête des deux entités devrait permettre de les rapprocher, veut croire le gouvernement. Entre Philippe Varin, ex-PSA, et Jean-Bernard Levy, nouveau patron d'EDF, le courant passe, même s'il n'est encore question que de rapprochement stratégique et pas capitalistique, dit-on au ministère de l'Économie, qui n'envisage pas de mettre lui-même « au pot ».

La ministre de l'Énergie, Ségolène Royal, continue de considérer le nucléaire comme un secteur d'avenir, malgré la promesse faite par François Hollande en campagne électorale de ramener de 75 à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité à l'horizon 2025.

Areva table à ce stade sur un plan de départs volontaires et sur le non-remplacement de salariés partant à la retraite. Mais l'inquiétude prévaut chez les 45.000 salariés que le groupe emploie, dont 30.000 en France.

Les syndicats sont vent debout, qui craignent que le personnel doive payer pour les erreurs des dirigeants. ■

JOËLLE MESKENS

Le changement de casting à la tête d'Areva et d'EDF devrait permettre de les rapprocher

réacteur ne devrait pas être livré avant 2018), et la facture s'est copieusement alourdie. Acheté trois milliards par les Finlandais, l'EPR a déjà coûté près du triple !

Le rachat de la « start-up » canadienne Uramin, qui exploite des minerais d'uranium en Afrique, n'a pas été plus inspiré. En 2007, Areva l'a acquise pour

a bon dos. Remerciee par Nicolas Sarkozy en 2011, « Atomic Anne », avait été le fer de lance de la filière nucléaire intégrée, du combustible aux réacteurs et aux déchets. Mais le fait est que les relations entretenues entre cette patronne de gauche et le très sarkozyste Henri Proglio, longtemps patron d'EDF, principal client d'Areva, ont été cata-



Les chiffres présentés par Philippe Varin, président du conseil d'administration, témoignent d'une succession d'erreurs stratégiques. © AFP.

« Sisenoir, l'Amazon du service »

ENTREPRISES Awards des jeunes Top Managers de l'année

ENTRETIEN

À 40 ans, Lancelot du Bois de Nevele est toujours aussi motivé qu'il y a neuf ans, lorsqu'il a lancé sa société Sisenoir, véritable plate-forme de services en tous genres (du plombier au logo de société) à destination du particulier et de l'entreprise. Il a d'ailleurs décidé récemment d'en changer totalement le modèle. C'est cet enthousiasme et cet esprit d'entreprendre qui lui ont valu d'être nommé dans la catégorie « founder » du young Top Manager de l'année, un nouveau prix lancé par Top Management et Le Soir.

Dans quel secteur votre entreprise est-elle active ?

L'idée de départ est d'apporter une solution à une série de petits tracas du quotidien. Une poignée de porte cassée, un robinet qui fuit... Lorsque j'ai fondé Sisenoir, un plombier ne se déplaçait que très rarement pour « un petit problème ». En neuf ans, nous avons bien sûr élargi la gamme de services

fournis. Notre vocation, c'est d'être l'Amazon du service.

Avez-vous reçu un bon accueil clients ?

Oui, nous avons enregistré une très belle croissance de nos activités. Mais la crise économique nous a ébranlés pour deux raisons. Premièrement, les gens réduisent leurs dépenses pour les « petites choses » du quotidien. Deuxièmement, le plombier qui ne voulait plus se déplacer pour un travail de courte durée le fait désormais à nouveau. C'est pour cette raison

que je viens de revoir le fonctionnement de Sisenoir de A à Z. J'ai créé une coopérative à côté de ma société. Nous travaillons désormais avec des indépendants et non plus des salariés qui paient à la coopérative une cotisation et non une commission. Sisenoir n'a plus à assumer des charges sociales élevées, mais l'emploi reste garanti ! Les ouvriers coopérateurs empochent désormais chaque euro touché. Nous leur fournissons de notre côté une aide au niveau de la gestion...

Innovant comme système, selon vous ?

Oui ! Les retours sont fantastiques de tous côtés. Les ouvriers qui travaillent pour Sisenoir sont ravis et plus motivés à élargir leur base clients. Pour l'image de Sisenoir, le gain est énorme également. Le service est devenu 5 étoiles, nos coopérateurs donnent en effet le meilleur d'eux-mêmes. ■

Propos recueillis par AMANDINE CLOOT



Lancelot du Bois de Nevele a lancé sa société il y a 9 ans. © D.R.

LES BRÈVES

BPOST

Préavis de grève

Un préavis de grève avec effet immédiat et sans limite dans le temps. C'est ce que contient le courrier déposé mercredi par la CGSP à la direction de bpost. Globalement, le syndicat socialiste couvre donc toutes les actions qui pourraient « spontanément » toucher les services postaux dès ce jeudi. Raisons de ce préavis ? La CGSP pointe la réorganisation profonde des services, la possibilité de licenciements secs... (É.R.)

AGRICULTURE

Explosion des coûts de production du lait

Le groupement de producteurs laitiers MIG a mené une action devant le cabinet du ministre fédéral de l'Agriculture, Willy Borsus, afin de dénoncer l'augmentation continue des coûts de production. Selon une étude présentée à cette occasion, le coût moyen de production pondéré s'est élevé à 0,46 euro par kilo en Belgique en 2014, soit 10 centimes de plus que le prix de vente moyen. (b.)

LE SOIR

Entrepreneur

securex
human capital matters

Wallonia.be

TOUTES LES INFOS
POUR ENTREPRENDRE
À BRUXELLES
1819
APPELÉ-LE
www.1819.be



invest-export
brussels

Aux côtés de ces acteurs de la vie économique, Le Soir se mobilise pour stimuler l'esprit d'entreprise. Cet espace est le leur, le nôtre, le vôtre.

www.lesoir.be/entrepreneur